

Reporters sans frontières

<http://www.rsf.org/ukraine-appel-au-parlement-contre-la-02-08-2012,43152.html>

Europe/Ex-URSS - Ukraine

Lettre ouverte

Appel au Parlement contre la repénalisation de la diffamation

2 août 2012

Paris, le 31 juillet 2012

Mesdames, Messieurs les parlementaires,

Reporters sans frontières, organisation internationale de défense de la liberté de l'information, souhaite vous faire part de sa profonde inquiétude quant au projet de [loi n°11013](#), présentée la semaine dernière au Parlement, visant à amender le code pénal et le code de procédure pénale de la république d'Ukraine en matière de diffamation.

Cela fait plus de dix ans que le Parlement ukrainien a voté la dépénalisation de la diffamation. En se dotant d'un nouveau code pénal, en janvier 2001, l'Ukraine avait fait un premier pas encourageant vers une meilleure protection de la liberté d'expression, indispensable du débat démocratique.

La proposition de loi n°11013, introduite par le député et membre du Parti des régions, Vitaly Zhuravskiy, visant à repénaliser la diffamation, constitue un dangereux retour en arrière. Nous estimons que son adoption porterait gravement atteinte à la liberté de la presse.

En effet, le texte prévoit une répression sévère des actes de diffamation et d'insulte. Les articles 145.1.2 et 145.2.2 du projet disposent que les informations jugées diffamatoires ou insultantes "manifestées publiquement dans les médias" seraient passibles d'une amende comprise entre 500 et 1500 fois le revenu minimum de l'individu (soit jusqu'à près de 14000€) ou d'une peine d'un à deux ans de travaux d'intérêt général, voire, pour la diffamation, d'une suspension de fonction ou d'une à trois années "d'interdiction d'occuper certains postes ou d'exercer certaines activités".

Enfin, l'alinéa 5 de l'article 145.1 prévoit, si l'acte diffamatoire "porte atteinte à la santé" de la victime, que son auteur pourrait être passible d'une peine de trois à cinq ans d'emprisonnement.

De telles sanctions sont de toute évidence disproportionnées et contraires à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, tel qu'interprété par la Cour de Strasbourg.

Le flou qui entoure la définition de la "diffamation" qui, selon le texte, revient à "diffuser des informations erronées, insulter l'honneur ou la dignité, ou entâcher la réputation" d'un tiers, nous fait redouter les dérives qui pourraient être entraînées par de multiples interprétations. Les journalistes pourraient être pénalement sanctionnés pour avoir publié des articles sur les agissements de représentants politiques ou d'hommes d'affaires influents. Des journalistes risquant l'emprisonnement pour la publication de travaux d'investigation, c'est le fonctionnement même de la presse indépendante qui s'en trouve gravement menacé.

Ces dispositions violent l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques auquel l'Ukraine est partie. Le Comité des droits de l'homme des Nations Unies, organe indépendant chargé de surveiller l'application du texte a souligné, dans son Observation générale n°34, en juillet 2011, que "les lois sur la diffamation doivent être conçues avec soin de façon à garantir qu'elles répondent au critère de nécessité [...] et qu'elles ne servent pas, dans la pratique, à étouffer la liberté d'expression" et que "l'emprisonnement ne constitue jamais une peine appropriée" pour sanctionner les délits de presse (§ 47).

L'expérience internationale a démontré qu'engager la responsabilité pénale des auteurs de délits de presse contribuait à installer un climat d'intimidation propre à décourager les journalistes d'aborder les sujets sensibles. Dans son arrêt du 5 avril 2011, la CEDH a condamné la Turquie pour ingérence dans le travail de l'écrivain Fatih Taş, en décrétant que la "nature pénale de la condamnation était susceptible de l'inciter à ne plus contribuer à la discussion publique de questions intéressant la vie de la collectivité".

M. Zhuravskiy a déclaré s'être inspiré, pour la rédaction du texte, de la Russie voisine qui, le 13 juillet dernier, a [adopté une loi repénalisant la diffamation](#). Aussi, nous souhaiterions rappeler aux membres du parlement que cette décision avait été condamnée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et qu'elle avait contribué à entâcher sérieusement la réputation du pays sur la scène internationale.

Reporters sans frontières vous demande de renoncer à cette proposition de loi, qui nous apparaît répressive, dissuasive et contre-productive.

Bien que nous comprenions la volonté du gouvernement de protéger au mieux les citoyens de la république d'Ukraine, nous nous interrogeons sérieusement sur l'esprit du texte qui ne semble destiné qu'à réduire la marge de manoeuvre des médias indépendants et encourager l'auto-censure des journalistes.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre demande, je vous prie d'agréer,

Mesdames, Messieurs les parlementaires, l'expression de ma très haute considération.

Olivier Basille
Secrétaire général de Reporters sans frontières

AUTRES IMAGES



JPEG - 31.9 ko
400 x 300 pixels



JPEG - 31.9 ko
400 x 300 pixels

En visitant notre site Internet, vous pourrez télécharger ces documents :

- , (PDF - 183.5 ko)
-